

Chers auditeurs de Radio-Silence :

Il y a déni grave de Souveraineté Individuelle de la part des « zélus » de tous niveaux :

Mr le Député « de la Nation » Jacques MYARD, par ailleurs Maire de Maisons-Laffitte, dans son dernier « communiqué de presse » du 26 Août, vient de relever, selon lui et sous le logo de l' « Assemblée Nationale », deux dénis dans les pré-propositions du Gouvernement HOLLANDE-AYRAULT concernant « le problème des retraites » en France et la énième « réforme desdites retraites » envisagée :

1- *« déni de réalité, tout d'abord, puisqu'il se refuse à prendre en compte l'allongement de la durée de vie »...*

2- *« déni de justice puisqu'il se refuse à aligner le régime des fonctionnaires sur le secteur privé en ce qui concerne la prise en compte des 6 derniers mois pour les fonctionnaires comparé au 25 années dans le secteur privé »...*

Le deuxième ne fait que remarquer, ce qui est une évidence multi-décennale, que la France est coupée en deux, comme l'observait déjà François de CLOSETS dans son livre d'il y a trente ans : « Le TANT et PLUS ! », entre la moitié de fonctionnaires et l'autre moitié, tondu au sang par la première. Il est effectivement inadmissible qu'une telle disparité de traitement gouvernementalo-syndical et légal donc voté par les députés, existe dans un Pays qui promeut tous les jours la supposée « égalité des droits » de tous les Citoyens sous la loi républicaine. Ce déni de justice révèle la dictature de la première moitié qui s'octroie des privilèges inouïs sur le dos de la deuxième...

Mais tous ces « zélus », hauts fonctionnaires et Ministres nient tous la réalité, pourtant proclamée universellement dans la fameuse DUDHC de 1789 qui sert de Socle et d'Ossature à la Constitution en vigueur, de la LIBERTE de chaque Citoyen, moyen unique de sa SOUVERAINETE individuelle sur sa VIE ! Le déni ne réside pas dans la statistique ! Le gouvernement et les élus n'ont, **en réalité**, aucun cas le droit de prendre des décisions quelconques à la place de chacun pour décider le moment venu, faute de forces suffisantes, de quitter le champ de bataille de l'emploi. Ce moment est, en sus, conditionné par l'épargne de chacun précautionneusement placée dans ce but tout au long de la vie active. Mr MYARD, comme tous les autres, croit nécessaire les décisions du Gouvernement et ne fait que critiquer les modalités. C'est un déni grave de la députation ! TOUS oublient l'essentiel : le RESPECT qu'ils doivent à la LIBERTE de chacun.

Il faut donc en finir avec la politique de TUTELLE républicaine sur la vie individuelle ! Celle-ci ouvre la voie à tous les excès des uns contre les autres, à l'asservissement de la deuxième moitié à un « système » en lui confisquant quotidiennement son épargne pour ne lui rendre ensuite qu'une aumône, sans cesse conditionnée à des règles changeantes en cours de jeu, au gré des besoins de la première moitié au mépris de ceux des asservis de la deuxième ! Voilà la seule POLITIQUE JUSTIFIEE et JUSTIFIABLE qui puisse être menée dans le respect du DROIT FONDAMENTAL au lieu de son mépris encore affiché dans la convocation en session extraordinaire du Parlement début Septembre où le Gouvernement va encore chercher le consensus des « zélus », acquis d'avance dans les loges maçonniques et la fraternelle parlementaire de leurs obédiences. Voilà la VERITE sur la politique républicaine et donc le constat sur la nécessité urgente de changer de régime ! Personnellement je ne peux plus supporter NI la tutelle illégitime de celui imposé ! Ni le message qu'il envoie incidemment au Monde entier, à savoir : le mode d'emploi de tous les moyens exemplaires pour placer tout un Peuple sous la tutelle d'un « Gouvernement » exogène et allogène, afin de détruire à la fois son âme et sa civilisation...

LMDM